

- > **Agirc-Arrco** : la négociation sur les orientations stratégiques 2019-2022 est lancée
- > **Le cadre juridique du mandat** du tiers déclarant est fixé
- > **La métallurgie adapte pour 2019 ses dispositions conventionnelles** en matière de formation
- > **Financement du dialogue social** dans les transports publics urbains de voyageurs

## le dossier jurisprudence hebdo p. 1-2

- > **Les arrêts décisifs de la semaine**, en complément de l'actualité

## // l'actualité

LIAISONS SOCIALES PRESSE

## RETRAITE

# Agirc-Arrco : la négociation sur les orientations stratégiques 2019-2022 est lancée

**Les partenaires sociaux se sont retrouvés, le 31 janvier 2019, pour tirer le bilan de l'accord Agirc-Arrco de 2015 et entamer la négociation des orientations stratégiques pour la période 2019-2022. La prochaine séance plénière de négociation aura lieu début avril.**

Comme prévu par l'accord national interprofessionnel du 17 novembre 2017 (v. le dossier juridique -Retraite, compl.- n° 181/2018 du 5 octobre 2018), les partenaires sociaux gestionnaires de l'Agirc-Arrco doivent **négocier un accord de pilotage** fixant les **orientations stratégiques** pour la **période 2019-2022**. Pour ce faire, ils s'appuieront notamment sur la situation financière des régimes, sur le bilan de l'accord du 30 octobre 2015, et des prévisions macroéconomiques actualisées. Le résultat de la première séance de négociation de cet accord, qui s'est tenue le 31 janvier, est présenté par *Protection sociale informations* (n° 1155 du 6 février 2019).

## Une ouverture dans un « esprit constructif »

À l'exception de la CGT qui persiste à « demander la remise en cause de l'accord de 2015 », les syndicats ont finalement laissé les effets de manche au vestiaire ! « La négociation s'est ouverte dans un esprit très constructif avec des syndicats avant tout soucieux de pérenniser le régime de retraite complémentaire », s'est félicité Claude Tendil (Medef), chef de file patronal. Dans un

contexte marqué par les difficultés de la négociation sur l'assurance chômage, « il n'est **pas question de mettre à mal le paritarisme de gestion** », reconnaît Pascale Coton (CFTC). Ni de « laisser les pouvoirs publics reprendre la main », abonde Philippe Pihet (FO). Et encore moins « de se tromper de négociation » en faisant mine d'envoyer un message au Haut-commissaire à la réforme des retraites, prévient Claude Tendil.

## Le bilan paradoxal de l'accord de 2015

Sur le fond, les partenaires sociaux ont donc commencé par dresser le bilan paradoxal de l'accord de 2015. D'un côté, ce dernier n'a **pas eu les gains escomptés** : il ne devrait ainsi dégager que 3,1 milliards d'euros d'économies en 2020 sur les 3,5 milliards attendus en 2015, du fait en particulier d'une inflation inférieure aux prévisions. D'un autre côté, le redressement des comptes devrait néanmoins être beaucoup plus rapide que prévu, avec un déficit technique ramené à 200 millions d'euros en 2020, loin des 2,3 milliards anticipés il y a trois ans. Selon l'Agirc-Arrco, cette embellie est liée à 1,3 milliard d'euros d'allocations versées en moins du fait d'une surestimation des flux de départs en retraite et des niveaux de pension, à 900 millions d'euros de ressources supplémentaires liées à des régularisations de cotisations et à un scénario macroéconomique meilleur que prévu. Au final, « ces **projections pessimistes** nous ont conduit à avoir la **main lourde** sur les **efforts à faire** », estime Serge Lavagna (CFE-CGC) qui espère maintenant profiter de la négociation pour « desserrer la vis aux retraités et aux salariés ».

D'autant que « les efforts n'ont pas été équitablement partagés », abonde Philippe Pihet (FO) qui a calculé que retraités et salariés devraient supporter près des trois quarts des économies, les entreprises moins d'un quart.

Si **amélioration** il y a, celle-ci n'est que « **temporaire** », minimise toutefois Claude Tendil. « Quelles que soient les

## // Conférence Liaisons

### ► Verrouillage des forfaits-jours – contrôle du temps, suivi de la charge...

Instauré en 2000, le forfait-jours reste pourtant un dispositif délicat à mettre en œuvre, sous haute surveillance de l'inspection du travail et régulièrement sanctionné par les tribunaux. Les récentes réformes du droit du Travail ne facilitent pas l'exercice, bien au contraire ! La jurisprudence de son côté ne cesse de renforcer ses exigences.

Auditer et sécuriser vos pratiques, c'est ce que nous vous proposons lors cette journée Liaisons sociales, le **mercredi 20 mars 2019**, avec une approche résolument opérationnelle, axée sur l'analyse de cas concrets (pourquoi pas les vôtres ?).

À la tribune : Grégory Chastagnol, avocat associé (Fromont-Briens) ; Martine Riou, avocat associé (Coblence & Associés).

Pour plus d'informations :  
📞 [www.wk-formation.fr/conferences](http://www.wk-formation.fr/conferences)

hypothèses macro-économiques retenues, les nouvelles projections montrent une **dégradation** des déficits techniques **dès 2020** à raison de **1 à 2 milliards d'euros de plus par an**», poursuit-il. Quant à l'objectif inscrit dans l'accord de 2015, d'assurer la pérennité du régime sur un horizon de 15 ans en maintenant l'équivalent d'au moins six mois de prestations en réserves, il serait enfoncé dès 2029. Reste maintenant aux partenaires sociaux de fixer les **paramètres** pour **redresser** le **cap**, en maintenant une valeur d'achat et de service du point calé non plus sur l'évolution des prix mais sur les salaires,

minoré d'un « coefficient de soutenabilité ». Et tout en dégageant des marges de manœuvre pour « faire un geste au profit des salariés et des retraités », prévient Frédéric Sève (CFDT), soucieux que le régime ne se cantonne pas à « jouer les pères fouettards » !

### Les coefficients de solidarité questionnés

Contre l'avis de la CFDT, le patronat et plusieurs autres syndicats estiment qu'il n'y a « aucune ambiguïté » concernant le **taux du coefficient de solidarité** (décote, v. le dossier juridique -Retraite,

compl.- n° 228/2015 du 18 décembre 2015) applicable aux **nouveaux allocataires** soumis depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2019, au **taux médian** de 6,6 % de **CSG**. Le taux réduit de 5 % étant réservé aux retraités soumis à une CSG de 3,8 %, tous ceux assujettis à une CSG plus élevée sont éligibles au coefficient de 10 %. Reste à la commission paritaire de l'Agirc-Arrco du 19 février de l'entériner. ■



## SÉCURITÉ SOCIALE

# Le cadre juridique du mandat du tiers déclarant est fixé

**La loi de financement de la sécurité sociale pour 2017 a consacré le principe selon lequel toute déclaration ou toute formalité sociale incombant aux employeurs et aux travailleurs indépendants peut être effectuée pour leur compte par un tiers. Les missions et les obligations du tiers déclarant ont été fixées par un décret en date du 24 décembre 2018, ainsi que les modalités du retrait de la faculté d'exercer la mission de tiers déclarant en cas de fraude.**

**Employeurs** et **travailleurs indépendants** (ci-après « employeurs ») peuvent **déléguer** à un **tiers déclarant** la **réalisation** de tout ou partie des **déclarations et formalités sociales**, ce dernier devenant le « principal interlocuteur » de l'organisme de recouvrement dont relève son client. L'article 21 de la LFSS pour 2017 a fixé un cadre juridique à l'activité de tiers déclarant, que complète un décret du 24 décembre 2018. Sont ainsi détaillés la procédure de déclaration de mission de tiers déclarant, le rôle de l'organisme de recouvrement, mais aussi les sanctions encourues par le tiers déclarant en cas de fraude.

### Modalité de la déclaration de la mission de tiers déclarant

Après avoir été **choisi** par l'employeur et identifié par l'Urssaf, la CGSS ou la MSA dont le client relève, le cotisant ou, par délégation, le **tiers** doit effectuer une **déclaration** de la **mission** confiée à ce dernier. La déclaration, précise le décret, est **réputée accomplie** lorsque

celui-ci a effectué la **DSN** (déclaration sociale nominative) pour le compte d'un employeur, la **DSI** (déclaration sociale des indépendants) pour le compte d'un travailleur indépendant, ou la **DRP** (déclaration de revenus professionnels) pour les non-salariés agricoles, auprès de cet organisme.

### Rôle de l'organisme de recouvrement des cotisations

L'**organisme de recouvrement** auprès duquel la déclaration de mission a été effectuée est en charge de **vérifier** que le **tiers déclarant dispose d'éléments attestant l'existence préalable d'une relation contractuelle** avec l'**employeur**, sauf pour les experts-comptables, qui bénéficient d'un mandat présumé.

L'organisme **informe** ensuite par écrit l'**employeur** de la **mission** qui a été notifiée pour son compte et de la personne exerçant la mission.

Enfin, il **identifie** le **tiers déclarant** et **informe** la **Cpam** et la **Carsat** dont relève l'employeur.

Toutes ces formalités sont réalisées au plus tard dans le mois qui suit la réception de cette déclaration.

### Maintien de la responsabilité de l'employeur

Si le **tiers déclarant** agit pour le compte de l'employeur, il **ne substitue pas** à celui-ci. Ainsi, indépendamment des stipulations conventionnelles du mandat, l'**employeur** reste tenu à l'ensemble des obligations et bénéficie de l'ensemble des droits à l'égard des organismes de sécurité sociale, précise le décret du 24 décembre 2018. Il est tenu,

en application de l'article 21 de la LFSS pour 2017, de répondre, le cas échéant, aux demandes des organismes de sécurité sociale, quel qu'en soit le motif.

De même, poursuit le décret, l'employeur demeure notamment **responsable du paiement des pénalités et majorations** prévues en cas de **défaillance** de production d'une **déclaration obligatoire**, d'inexactitude des montants déclarés ou d'omission de salariés ou assimilés dans la déclaration.

### Sanction du tiers déclarant en cas de fraude

Aux termes de la LFSS pour 2017, en cas de **fraude** ou de **complicité de fraude** prévues aux articles L. 114-16-2 du Code de la sécurité sociale et 433-17 du Code pénal, constatée par un organisme de sécurité sociale, le **tiers déclarant** responsable se voit **retirer la faculté d'exercer sa mission** auprès de l'ensemble des organismes de sécurité sociale **pour** une durée maximale de **cinq ans**. C'est au directeur de l'**organisme de recouvrement** auquel a été transmise la déclaration de mission de tiers déclarant, précise le décret, de **notifier**, par tout moyen permettant de rapporter la preuve de sa date de réception, les **faits reprochés** et la **sanction** prévue. La notification doit également indiquer qu'il dispose d'un délai d'un **mois** à compter de la réception de la notification pour **présenter ses observations**. À l'**expiration** de ce **délai**, le **directeur** de l'organisme **prononce la décision de retrait** de la faculté d'exercer sa mission de mandataire auprès de l'ensemble des organismes de sécurité sociale. La durée

de la sanction est déterminée au regard de la gravité de faits reprochés précise le décret. La décision doit en outre être **motivée** et préciser les délais et voies de recours applicables.

Lorsque la mission de tiers déclarant est exercée dans le cadre d'une structure regroupant plusieurs tiers déclarants, précise le décret, la sanction ne s'applique qu'au seul tiers déclarant pour lequel la fraude a été constatée.

### Notification de la sanction

L'**organisme** concerné **notifie au tiers déclarant** visé par la sanction, **à ses clients** et aux organismes de sécurité sociale la **décision de retrait** de sa faculté d'exercer sa mission de mandataire auprès de l'ensemble des organismes de sécurité sociale, par tout moyen permettant de rapporter la preuve de sa date de réception. De son côté, le **tiers déclarant** dispose d'un

délai de **huit jours** à compter de la date de réception de la notification pour **informer ses clients** et d'**un mois** pour **restituer l'ensemble des pièces justificatives** leur appartenant qui sont en sa possession. ■

D. n° 2018-1235 du 24 décembre 2018, JO 26 décembre

 **CONSULTER LE DOCUMENT SUR:**  
[liaisons-sociales.fr](http://liaisons-sociales.fr)

## FORMATION

# La métallurgie adapte pour 2019 ses dispositions conventionnelles en matière de formation

**Les partenaires sociaux de la métallurgie ont signé, le 21 décembre, un accord relatif à des dispositions transitoires en matière de formation professionnelle et d'alternance. Signé pour un an, il adapte au nouveau cadre législatif fixé par la loi Avenir professionnel les mesures urgentes pour l'emploi négociées par la branche en septembre 2016. Des dispositions nouvelles sont introduites concernant le contrat de professionnalisation et la formation des travailleurs indépendants. Enfin, la continuité des engagements financiers pris par l'Opcalim est assurée.**

La loi Avenir professionnel du 5 septembre 2018, qui entre progressivement en vigueur jusqu'en 2020, **impacte fortement les dispositions conventionnelles de branche** de la métallurgie en matière d'emploi et de formation. Face à ce constat, l'UIMM et les fédérations CFDT, CFE-CGC et FO ont adapté, *via* un accord du 21 décembre 2018, certaines de leurs dispositions conventionnelles à titre transitoire et pour l'année 2019. Ils négocieront, au plus tard au printemps 2019, un accord national sur la formation professionnelle et l'alternance. La métallurgie, qui est partie prenante au nouvel Opcalim interindustriel (*v. l'actualité* n° 17734 du 16 janvier 2019) décide aussi de s'appuyer, pour un an, sur **une gouvernance « resserrée**, gage de réactivité et d'efficacité», en confiant l'essentiel des missions à la CPNEFP restreinte.

### Mesures urgentes pour l'emploi

La loi précitée permet à un Opcalim, au-delà des petites entreprises, et si un accord de branche le prévoit, de prendre en charge les **coûts de formation** enga-

gés pour **faire face à de graves difficultés économiques conjoncturelles**, pendant une durée de trois ans (*v. le dossier juridique -Form.-* n° 208/2018 du 16 novembre 2018). Le dispositif en faveur de l'emploi de la métallurgie, résultant de l'accord du 23 septembre 2016 (*v. le dossier convention collective -Empl. & chô.-* n° 195/2016 du 27 octobre 2016) reste opérationnel cette année. Le **suivi des dossiers** est confié, par l'accord du 21 décembre 2018, à la **CPNEFP restreinte**. Celle-ci adresse aux instances compétentes de l'Opcalim une recommandation relative à l'enveloppe prévisionnelle de financement et aux conditions de prise en charge des coûts de formation.

### Contrats de professionnalisation

Avec pour « **ambition de développer le contrat de professionnalisation**, pour faire face aux **besoins de recrutement** », les signataires veulent expérimenter **deux nouvelles modalités** de ce contrat. Ils décident, d'une part, d'utiliser la disposition (expérimentale) de la loi du 5 septembre 2018, permettant la conclusion d'un contrat de professionnalisation, pour l'**acquisition de compétences définies par l'employeur et l'Opcalim**, en accord avec le salarié. Ils décident, d'autre part, en application d'une autre disposition de la loi, de **porter à 36 mois la durée maximale de l'action de professionnalisation** du contrat, au bénéfice des personnes les plus fragilisées. Il s'agit des jeunes de 16 à 25 ans révolus qui n'ont pas validé un second cycle de l'enseignement secondaire et qui ne sont pas titulaires d'un diplôme de l'enseignement technologique ou professionnel, des demandeurs d'emploi inscrits depuis plus d'un an, ainsi que des bénéficiaires des minima sociaux. L'action de profession-

nalisation peut durer 36 mois, si elle vise l'acquisition d'un diplôme professionnel, d'un titre professionnel ou d'un CQP.

### Abondement du CPF

S'agissant de la réforme du CPF, en lieu et place des Opcalim, les opérateurs de compétences (Opcalim) seront à l'avenir habilités à abonder le CPF (*v. le dossier juridique -Form. FP-* n° 172/2018 du 21 septembre 2018). Pour 2019, l'accord propose au conseil d'administration de l'Opcalim d'utiliser la faculté, qui lui est ouverte par la loi Avenir professionnel, de financer cet abondement avec la contribution relative au CPF. Il charge la CPNEFP restreinte de la métallurgie d'établir les nouvelles priorités de cet abondement.

### Travailleurs indépendants

L'accord prend en compte des dispositions législatives prévoyant qu'un Opcalim peut gérer, le cas échéant, dans le cadre d'une **section particulière**, des contributions des **travailleurs indépendants**. Il s'appuie sur l'article L. 6332-11-1 du Code du travail, qui ouvre la possibilité à un accord de branche de prévoir que la part de la collecte non affectée au CPF ou au conseil en évolution professionnelle des travailleurs indépendants est gérée au sein d'une section particulière d'un opérateur de compétences. Cette disposition s'adresse aux travailleurs indépendants, relevant du champ d'application de la métallurgie, tel que défini par un accord de 1979. ■

**Accord du 21 décembre 2018 relatif à des dispositions transitoires en matière de formation professionnelle et d'alternance dans la métallurgie**

 **CONSULTER LE DOCUMENT SUR:**  
[liaisons-sociales.fr](http://liaisons-sociales.fr)



# Financement du dialogue social dans les transports publics urbains de voyageurs

**Applicable en 2019, un avenant à l'accord sur le développement du dialogue social des transports publics urbains de voyageurs du 14 septembre 2018 définit les postes d'affectation des sommes collectées au titre du dialogue social et la répartition des fonds alloués. Une demande d'extension de ce texte a été lancée.**

Après dix ans d'application, l'accord de 2007 des transports publics urbains de voyageurs sur le dialogue social doit évoluer. C'est ce qui ressort du préambule de l'avenant n° 3 conclu le 14 septembre 2018. Signé par l'Union des transports publics (UTP) avec la CFDT, la CFE-CGC et l'Unsa, celui-ci redéfinit les affectations du financement. Il prévoit, pour 2019, une nouvelle « clé de répartition des fonds » en tenant compte de la disparition progressive des délégués du personnel. Celle-ci, rappelle le préambule, était en partie prévue en fonction de l'influence des DP. La mise en œuvre de l'avenant se fera sans évolution du taux de contribution des entreprises, a souligné l'UTP le 21 décembre. L'avis lançant sa procédure d'extension est publié au JO du 25 janvier 2019.

## Affectation de la contribution au financement du dialogue social

Selon l'accord, les sommes collectées au titre du dialogue social seront affectées :  
 – au **détachement auprès des syndicats** de salariés de la **branche** en qualité de « chargés du dialogue social de branche ».  
 La prise en charge couvrira les sommes consacrées à leur **rémunération**, les **dépenses spécifiques** engagées dans le cadre de leur mission (transport, hébergement, repas, etc.), les **frais de fonctionnement** (location, ameublement et aménagement de locaux syndicaux, frais de secrétariat et de comptabilité) et les **moyens matériels** (documentations, bureautique et informatique) ;  
 – aux frais de **participation** des **salariés non détachés participant** à une réunion de la **commission** paritaire nationale, de la commission paritaire nationale de l'emploi et de la formation professionnelle et de la commission sécurité ;  
 – aux frais de **fonctionnement** de l'**observatoire paritaire** de la **négociation collective** et du **dialogue social** (temps de réunion et de préparation des réunions, préparation et suivi d'enquêtes, moyens

d'information et de communication, etc.) et de l'**association de gestion du fond du dialogue social** de la branche (frais de comptabilité et honoraires d'expertise comptable, frais de secrétariat, temps de présence et frais de transport, etc.). Les excédents en fin d'exercice seront placés dans un fonds de réserve dont le montant sera fixé par l'association de gestion du fonds du dialogue social. Si les excédents venaient à dépasser le montant maximum de fonds de réserve, le conseil d'administration de l'association décidera de leur affectation (report des sommes excédentaires sur l'exercice suivant, financement d'études, de recherche ou « toute manifestation liée au dialogue social »). L'avenant précise également que le conseil d'administration peut décider un **report** des sommes non dépensées par les syndicats sur leur budget de l'année suivante, **dans la limite** de 5 % de ce budget.

## Répartition des fonds du dialogue social

L'avenant fixe la répartition de la contribution entre les différents postes de la manière suivante :

– **80 %** au profit **salariés détachés** en charge du **dialogue social** (rémunération, dépenses spécifiques, frais de fonctionnement, moyens matériels). Sur ces 80 %, **15 %** seront **répartis** sur une base **égalitaire** entre l'ensemble des **syndicats** dans la limite du détachement d'un salarié à mi-temps et les **85 % restant en fonc-**

**tion de l'influence** de chacun d'eux, mesurée au nombre de délégués du personnel titulaires portant leurs couleurs. À ce titre, compte tenu de la disparition progressive des délégués du personnel au profit du comité social et économique et de l'influence mesurée en 2017 par l'observatoire de la négociation collective et du dialogue social, les partenaires sociaux conviennent que la répartition pour le budget 2018 permettra également celle du budget 2019, à savoir 33,8 % pour la CGT, 29,5 % pour la CFDT, 16,6 % pour FO, 14 % pour l'Unsa et 6,1 % pour la CFE-CGC ;  
 – **20 %** utilisés pour les **autres postes** d'affectation (*v. ci-dessus*).

L'avenant prévoit également que le **conseil d'administration** peut décider de **modifier** cette **répartition**, uniquement pour la période où il fixe la **contribution** des entreprises à un pourcentage **inférieur à 0,08 %** de leur masse salariale brut. En tout état de cause, cette modification ne pourra avoir pour effet de porter à plus de 85 % la contribution pour la prise en charge des salariés détachés en charge du dialogue social ni de minorer en deçà de 15 % la part utilisée pour les autres postes d'affectation. ■

Avenant n° 3 du 14 septembre 2018 à l'accord du 3 décembre 2007 sur le développement du dialogue social dans les transports urbains de voyageurs


 **CONSULTER LE DOCUMENT SUR : [liaisons-sociales.fr](http://liaisons-sociales.fr)**

## // Conférences Liaisons

### ► Journée « Réforme de la formation – Les précisions des décrets ! » et Matinée « Réforme de l'alternance – Le décryptage des mesures de la loi Avenir professionnel »

Entreprises, organismes de formation, Opcas doivent adapter leurs pratiques à la réforme de la formation portée par la loi Avenir professionnel, applicable depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2019. La « révolution copernicienne » de l'apprentissage est également en marche. Afin d'appréhender les conséquences de la réforme, deux conférences auront lieu en février, le **15 février 2019** toute la journée et **22 février 2019** le matin, pour vous permettre de décrypter les mesures et enjeux de la loi du 5 septembre 2018.

À la tribune : Sabrina Dougados, avocat associé (Fromont Briens) ; Philippe Debruyne, secrétaire confédéral, Sécurisation des parcours par le développement des compétences et la formation professionnelle de la CFDT ; Alexandra Klamecki, facilitatrice en développement des Richesses humaines (Umana) ; Stéphane Lardy, directeur, France ; Robert Dufour, directeur (ADAMSSE CFA et CFA Sport et Animation) ; un représentant d'Opcos.

Pour plus d'informations :  [www.wk-formation.fr/conferences](http://www.wk-formation.fr/conferences) ☎ 09 69 32 35 99

## Emploi et chômage

### ■ Assurance chômage : après le Medef, la CPME revient dans la négociation

La Confédération des petites et moyennes entreprises (CPME) a annoncé le 3 février qu'elle revenait à la table des négociations sur l'assurance chômage, que l'ensemble du patronat avait quittée le 28 janvier (v. *l'actualité* n° 17744 du 30 janvier 2019). Rappelant dans un communiqué que le Premier ministre, Édouard Philippe, avait assuré le 30 janvier « sa confiance dans les partenaires sociaux pour trouver des solutions » (v. *l'actualité* n° 17746 du 1<sup>er</sup> février 2019), la CPME, « soucieuse de parvenir à réformer » le dispositif de l'assurance chômage, « a décidé de reprendre place à la table des négociations ». Elle a également apprécié qu'Édouard Philippe, lors des questions au gouvernement, ait rappelé aux députés que « la lettre de cadrage » envoyée par le gouvernement aux organisations syndicales et patronales avant la réouverture de ces négociations « reste valable ». « Or, celle-ci ne mentionne pas de bonus-malus », a expliqué l'organisation patronale. « Parfaitement consciente, d'une part, des abus de certaines entreprises et, d'autre part, des difficultés que peut poser aux personnes concernées la succession multiple de contrats de courte durée », la CPME a promis qu'elle ferait « prochainement des propositions alternatives au bonus-malus ». *Source AFP*

### ■ Laurent Berger attend du patronat des propositions « tangibles » sur la « taxation » des contrats courts

« Pour rouvrir la négociation [sur l'assurance chômage], il faut être deux : il faut que le patronat revienne avec des propositions tangibles et importantes sur la taxation des contrats courts et sur la réduction du nombre de contrats courts qui se développent dans les entreprises », a déclaré le leader de la CFDT, Laurent Berger, le 1<sup>er</sup> février sur FranceInfo, après l'annonce par le Medef de son retour dans la négociation (v. *l'actualité* n° 17747 du 4 février 2019). Laurent Berger a également jugé « impossible de faire autant d'économies que ce que souhaite le gouvernement » soit entre 3 et 3,9 milliards d'euros, selon la lettre de cadrage. « La CFDT ne signera pas un accord qui pénalisera les demandeurs d'emploi, qui entraînera une baisse de l'indemnisation », a martelé Laurent Berger. *Source AFP*

### ■ Légère hausse du chômage en décembre

Le nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A s'établit en France métropo-

litaine à 3,488 millions (+ 7 200) en décembre, d'après les statistiques mensuelles de la Dares et de Pôle emploi, publiées le 25 janvier 2018. Leur nombre a diminué de 35 300 personnes depuis décembre 2017. Toutes catégories confondues, 6 295 500 personnes sont inscrites à Pôle emploi en métropole en décembre (- 32 300 en un mois, - 59 700 sur un an). Par rapport à novembre, le chômage des moins de 25 ans en catégorie A diminue de 18 600 personnes tandis que celui des 25-49 ans et des seniors augmente respectivement de 15 800 et 10 000 personnes.

## Politique sociale

### ■ Grand débat national : Édouard Philippe invite les partenaires sociaux à Matignon le 6 février

Le Premier ministre recevra syndicats et patronat le 6 février pour évoquer leur place dans le grand débat. Laurent Berger, le secrétaire général de la CFDT, s'y rendra, accompagné de la numéro deux Marylise Léon, de même que le président de la CFTC, Philippe Louis, et le secrétaire général de l'Unsa Luc Bérille. La CGT, qui a boycotté un premier rendez-vous en janvier pour préparer le grand débat auquel elle refuse de participer, devait se décider le 4 février, de même que Solidaires. La CFE-CGC a assuré ne pas avoir reçu d'invitation et ne prévoit donc pas à ce stade d'y aller. FO dépêchera un représentant, mais ce ne sera pas Yves Veyrier, son secrétaire général, non disponible ce jour-là. La participation des syndicats au grand débat est pour l'heure restée limitée. Les partenaires sociaux veulent surtout être associés aux initiatives prises à son issue, Laurent Berger ayant par exemple proposé que les organisations syndicales, patronales et les associations organisent « une sorte de Grenelle du pouvoir de vivre ». La CGT a, elle, appelé à manifester le 5 février pour faire « le grand débat sur le bitume ». *Source AFP*

### ■ FO revendique de nouveau la généralisation d'une prime transport

Dans un communiqué diffusé le 1<sup>er</sup> février, FO rappelle qu'elle « revendique depuis longtemps la généralisation d'une "prime transport" ». Évoquant « l'incertitude permanente sur les prix des carburants qui peuvent augmenter brutalement » et l'augmentation des tarifs des péages, le syndicat considère que cette prime « doit permettre de compenser une partie du coût du transport individuel pour les salariés qui n'ont pas d'autre choix que de prendre leur véhicule

pour se rendre sur leur lieu de travail ». Il rappelle en outre que la prime actuelle « facultative » et « renvoyée à la négociation d'entreprise », est « exonérée de cotisations sociales dans la limite de 200 € ». « Dans les rares accords conclus sur le sujet, aucune entreprise ne dépasse ce montant, souvent le seuil n'est même pas atteint ». Pour FO, la prime devrait être intégrée parmi les thèmes évoqués dans le cadre des négociations périodiques annuelles et son montant devrait être fixé au minimum à 360 € (30 par mois) en cas d'absence d'accord. Et d'appeler ses syndicats « à demander des négociations (branches et entreprises) et à se mobiliser sur ce sujet comme sur l'augmentation générale des salaires ».

## Patronat

### ■ Grand débat national : la CPME veut une simplification du « mille-feuille administratif »

La CPME a appelé le 1<sup>er</sup> février à une simplification du « mille-feuille administratif », qui arriverait « en tête des sujets de préoccupations » des chefs d'entreprises, selon une synthèse des contributions recueillies au cours du mois de janvier auprès de plusieurs milliers d'entre eux. « La plupart » des petites et moyennes entreprises interrogées préconise « de mettre fin aux doublons » existant entre les différents services de l'État et les collectivités locales, a-t-elle souligné dans un communiqué. Autre sujet récurrent, la baisse des dépenses publiques. « Pratiquement toutes les contributions mentionnent » cette proposition, « pour la plupart du temps liée à la diminution des effectifs de la fonction publique ». Le troisième point concerne la fiscalité et les impôts, jugés inéquitables et trop élevés. Les patrons interrogés ont ainsi insisté sur « la nécessité de corriger l'iniquité fiscale entre PME et grandes entreprises » et de renforcer « la traçabilité des impôts ». *Source AFP*

## Budget et fiscalité

### ■ Prélèvement à la source : « lancement accompli » se félicite Gérard Darmanin

« Lancement accompli ! », a écrit le ministre des Comptes publics, Gérard Darmanin, sur Twitter à l'issue d'une réunion du comité de suivi de la réforme du prélèvement à la source. Il a par ailleurs souligné que « 100 % des pensions de retraites, des indemnités chômage, des salaires du privé et de la fonction publique » avaient « été prélevés ». « Il n'y

a pas eu de bug, grâce au travail des agents des impôts», a-t-il ajouté. Selon la Direction générale des finances publiques (DGFIP), aucune anomalie majeure n'a été signalée lors de ces différentes étapes. La réforme s'est déroulée « comme prévu », a-t-elle assuré dans un communiqué. *Source AFP*

## Retraite

### ■ Les retraités également appelés à manifester le 5 février

Dans un communiqué diffusé le 1<sup>er</sup> février, l'Union nationale interprofessionnelle des retraité-e-s Solidaires (UNIRS) a appelé « les personnes retraitées à manifester partout le mardi 5 février aux côtés des "actifs", et probablement des chômeurs, des gilets jaunes, des jeunes, etc. » Mettant de nouveau en question la désindexation de leurs pensions par rapport à l'inflation, et l'augmentation de la CSG, l'UNIRS affirme que les retraités « n'admettent pas que le gouvernement présente cet "effort" demandé aux retraité-e-s comme une nécessité pour favoriser l'emploi et les salaires des actifs. Elles constatent en effet que, depuis que les gouvernements imposent des efforts aux personnes retraitées, leurs enfants et petits-enfants sont toujours autant en précarité, au chômage, avec des conditions de travail, d'emploi et de rémunération de plus en plus dégradées ». Dans un communiqué diffusé le même jour, les organisations de retraités CGT, FO, FSU Solidaires ont de leur côté appelé à « se joindre à la manifestation régionale "Île-de-France" du 5 février à l'Hôtel de ville de Paris. « Le gouvernement ne cesse d'opposer les jeunes, les salariés aux retraités. Pouvoir d'achat, santé, sécurité sociale, services publics, nous sommes tous confrontés aux mêmes reculs de société mis en œuvre par ce gouvernement ».

## Syndicats

### ■ Le nombre d'adhérents de la CGT a chuté de 14 000 entre 2016 et 2017

Selon des données diffusées en interne à la CGT, et dont *Les Échos* (04/02) ont eu copie, le nombre d'adhérents au syndicat a chuté de 14 000 entre 2016 et 2017, s'établissant à 650 000. « Selon ce même document, cette tendance à la baisse semble s'être poursuivie en 2018, alors que les nouveaux adhérents recensés par la confédération l'an dernier sont 30 % de moins qu'en 2017, de date à date ». Le nombre d'adhérents avait déjà diminué entre 2015 et 2016 de 10 000.

## Libertés individuelles

### ■ Marie-Laure Denis est nommée à la tête de la Cnil

Adoubée par la Commission des lois du Sénat à 48 voix pour et 7 contre, et par celle de l'Assemblée nationale (35 pour, 2 contre), la conseillère d'État Marie-Laure Denis a été nommée à la présidence de la Cnil par décret du président de la République du 31 janvier. Après huit années de services, Isabelle Falque-Pierrotin a donc cédé sa place à Marie-Laure Denis le 2 février. La nouvelle présidente, ancienne membre du CSA, et de l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes (Arcep), « connaît les problématiques télécoms, médias, numérique, dans lesquelles elle a baigné depuis dix ans », a confié Sébastien Soriano, le président de l'Arcep, au journal *Le Monde* (18/01). À elle à présent de s'emparer de l'immense chantier du RGPD... et de poursuivre l'œuvre d'Isabelle Falque-Pierrotin qui a achevé son mandat sur une sanction record de 50 millions d'euros, infligée au géant du numérique Google. L'enjeu est de taille, mais Marie-Laure Denis « a déjà eu affaire à des maîtres du lobbying et de l'influence en coulisse » et a assuré aux parlementaires que la Cnil resterait ferme à l'encontre des grands acteurs économiques, rapporte *Les Échos* (29/01).

## Entreprises

### ■ Ford-Blanquefort: les syndicats « inquiets » après leur rencontre avec Punch-Powerglide

Les syndicats de l'usine Ford de Blanquefort se sont dits « inquiets » le 1<sup>er</sup> février après une réunion à Strasbourg entre l'intersyndicale CGT-FO-CGC et la direction de Punch-Powerglide, seul candidat déclaré pour reprendre leur usine. « On est arrivé inquiets, on repart inquiets », a déclaré Jean-Marc Chavant, élu FO au CE. « On n'a pas de doute sur le fait [que Punch] travaille pour trouver une solution, mais ils sont pessimistes, vu les délais », a renchéri Gilles Lambernd, secrétaire CGT du CE. Contactée, la direction de la société franco-belge n'a pas souhaité communiquer. Après le rejet du PSE de Ford le 28 janvier par la Direccte, Punch n'a que 15 jours pour renforcer son offre de reprise, appuyée par l'État et les syndicats, qui ont accepté des conditions de travail moins favorables pour conserver environ 400 emplois. Les dirigeants « nous parlent d'une récession sur le marché de l'automobile [...] ». Ils

font face à un ralentissement de l'activité » et rencontrent donc des difficultés à trouver des clients, a résumé Jean-Marc Chavant. « Plus le temps passe et moins la possibilité d'une reprise du site est envisageable ». *Source AFP*

### ■ Des emplois menacés chez le Finlandais Konecranes en Eure-et-Loir

Une centaine d'emplois sont menacés chez le fabricant d'engins de levage et de grues finlandais Konecranes à Vernouillet, a-t-on appris le 1<sup>er</sup> février. L'usine, qui fabrique des palans électriques, avait été mise en concurrence avec trois autres du groupe pour la fabrication d'une nouvelle génération de produits et n'a pas été retenue. Les salariés espéraient encore obtenir le transfert d'autres produits vers l'usine de Vernouillet. Mais lors d'un CE extraordinaire qui s'est tenu le 30 janvier, la direction a indiqué n'avoir trouvé aucune solution de remplacement pour faire tourner le site. Selon un DP, « la direction a promis que l'emploi serait maintenu en 2019 », mais la production devrait décroître rapidement pour aboutir « à une fermeture courant 2020 ». Des démarches ont par ailleurs été engagées via un cabinet spécialisé pour tenter de trouver un repreneur mais « sur les 250 entreprises contactées, une seule s'est montrée peut-être intéressée ». *Source AFP*

### ■ Dunlop: grève dans l'Allier pour obtenir la prime pouvoir d'achat

Une grève est en cours depuis le 30 janvier dans l'usine Dunlop (Goodyear) de Montluçon, qui emploie plus de 600 salariés. Ceux-ci réclament une prime exceptionnelle de 1 000 € et l'embauche de 93 intérimaires, selon les syndicats. Plusieurs réunions de négociations ont eu lieu. Selon la CGT, la direction a proposé le versement d'une prime de productivité à hauteur de 70 € par mois, garantie pendant quatre mois, l'augmentation de 1 % des salaires et l'embauche de deux salariés par mois. « En ajoutant les 28 € d'augmentation de la négociation annuelle, une réserve d'une vingtaine d'euros dont on dispose sur un autre accord, et une prime de 100 €, on demande 150 € par mois garantis sur l'année », a précisé David Guillaume, représentant du syndicat. « Ils nous ont refusé la prime de 1 000 € en disant qu'ils n'avaient pas les moyens de la payer ». Pour la CGT, le groupe « essaie de garder le maximum de trésorerie après avoir réalisé des investissements en Slovaquie qui coûtent plus cher que prévu ». La direction ne fait pas de commentaires à ce stade des discussions, selon un porte-parole. *Source AFP*